

BOGDAN KLICH

Sénateur, chef de l'opposition au Sénat ; Ancien ministre de la Défense, Pologne

Ali ASLAN

Richard, vous pensez peut-être que le Brexit n'aura pas lieu, mais au moins deux personnes ici, Elisabeth et Steve, pensent que ce processus est irréversible. Je suis très curieux de voir où nous en serons quand nous arriverons à Michael Lothian, mais pour l'instant, comme nous avons évoqué l'Europe de l'Est, je suis très heureux d'accueillir le sénateur polonais et chef de l'opposition au Sénat, également ancien ministre de la Défense, Bogdan Klich.

La Pologne est un pays important, l'un des plus peuplés de l'UE. Il a été mentionné à plusieurs reprises, à la fois de manière positive et, pour être honnête, aussi moins favorable. C'est pourquoi je suis très curieux d'entendre le point de vue de Varsovie.

Bogdan KLICH

Je suis très heureux d'être ici, et je me réjouis également que certains Américains croient encore en l'Europe. Ce ne sont pas seulement les Européens qui croient en l'avenir de l'UE, mais aussi les Américains, ce qui signifie qu'une chance existe de renouveler le partenariat favorable entre l'Europe et les États-Unis.

Petite précision, je ne suis pas originaire d'Europe de l'Est mais d'Europe centrale. L'Europe centrale fait partie de l'OTAN et de l'UE – contrairement à l'Europe de l'Est. Il y a aussi une grande différence en ce qui concerne la façon d'aborder les valeurs, celles qui étaient en place au début de l'Alliance en 1949 et au début du processus d'intégration européen. Je veux parler de la démocratie, de l'État de droit, des libertés civiles, des droits des minorités et de l'économie de marché. Les habitants d'Europe centrale croient en ces valeurs, bien que certains gouvernements soient eurosceptiques et sapent en partie ces valeurs, mais ils restent engagés dans cet ensemble de valeurs euro-atlantiques.

84 % des habitants de mon pays sont favorables à l'UE, sont satisfaits de notre adhésion à l'UE, alors ne mettons pas la société et le gouvernement actuel de Pologne dans le même panier. C'est la politique des gouvernements actuels en Hongrie et en Pologne, mais ce n'est pas celle de l'Europe centrale dans son entier. Il me semble utile de le rappeler.

Pour ce qui est de l'Europe, nous sommes dans une situation paradoxale au sein de l'UE, parce que, d'une part, nous sommes conscients de la détérioration de la situation politique chez nos voisins. Je veux parler de notre voisinage méridional et oriental. L'Europe de l'Est et la Méditerranée sont en crise. En ce qui concerne la politique agressive de la Fédération de Russie à l'égard de l'Ukraine, nous ne pensions pas qu'il y aurait une invasion militaire de troupes russes dans une partie de l'Ukraine souveraine, surtout après 1994, lorsque la Fédération de Russie, la Grande-Bretagne et les États-Unis ont garanti la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays. Et pourtant, cela s'est bel et bien produit. Cela signifie qu'en Europe de l'Est, et encore plus dans la zone euro-atlantique, le modèle de sécurité existant – qui, je le rappelle, a paradoxalement été introduit dans les documents stratégiques de l'Alliance en novembre 2010 –, ce modèle coopératif de sécurité, a volé en éclats avec l'agression de la Fédération de Russie, parce que ce modèle se fondait sur l'hypothèse que le dialogue vaut bien mieux que la confrontation militaire et que la confrontation militaire était exclue du vocabulaire de notre collaboration avec la Russie. Il n'empêche, la confrontation existe, et après l'annexion illégale de l'Ukraine et la prolifération des troupes russes dans le Donbass, la souveraineté ukrainienne n'augure d'aucune solution satisfaisante. A la suite de l'usage de la force non seulement affirmé, mais agressif, de la Fédération de Russie, et après que le pays a décidé de montrer son pouvoir au Moyen-Orient, de s'impliquer dans la guerre en Syrie et de s'engager fortement dans ce conflit, on observe une série de menaces venant d'Europe de l'Est.

La situation est similaire dans le sud de l'Europe, même si, après les printemps arabes, nous avons été les témoins de menaces plus asymétriques que conventionnelles. Cela étant dit, quatre ans plus tard, la région méditerranéenne



demeure instable, certains États – tels que la Libye – sont en faillite, le régime militaire autoritaire a été rétabli en Égypte, et seulement deux pays sont stables, le Maroc et la Jordanie, qui sont des partenaires de la communauté euro-atlantique.

C'est pourquoi, dans cet environnement qui se dégrade, nous devons agir avec nos capacités européennes en matière de sécurité et de défense. L'Europe doit prendre en main sa propre sécurité. Nous sommes conscients que nous pouvons traiter politiquement tout un éventail de crises dans notre voisinage, mais nous ne sommes pas prêts à le faire en utilisant nos capacités militaires, car nous ne disposons pas des capacités décisives, nécessaires dans de telles situations. Nous avons besoin de capacités de planification et opérationnelles renforcées, et de davantage de coordination entre les aspects civils et militaires des missions et des opérations.

La PSDC n'a pas besoin de nouvelles institutions, car nous disposons d'outils suffisants, intégrés au traité de Lisbonne. Depuis 2009, nous disposons d'une coopération structurée permanente que nous pouvons utiliser, nous avons l'Agence européenne de défense qui a été introduite dans ce traité, et nous avons des groupes de combat qui ont été préparés, même s'ils n'ont pas été utilisés pendant la crise au Mali, alors que l'un d'eux était en service à l'époque. Nous avons suffisamment d'institutions, mais la volonté politique nous fait défaut.

Il faut que les dirigeants européens envoient un message politique fort au reste de l'Europe, indiquant que l'Europe est capable d'améliorer considérablement ses capacités en ce qui concerne le PSDC à l'avenir. Cela ne signifie pas que nous avons besoin de « plus d'Europe partout » – nous connaissons ce refrain. La situation aujourd'hui est très différente de celle d'il y a 20 ans, lorsque nous attendions « plus d'Europe partout » et que nous travaillions sur des traités constitutionnels. Il reste toutefois au moins deux domaines d'ordre public pour lesquels le besoin de plus d'Europe se faire sentir : la sécurité extérieure et la sécurité intérieure. Les citoyens européens pensent que plus d'Europe signifie plus d'intégration dans ces deux domaines. Je ne veux pas dire qu'il est possible d'améliorer les capacités européennes en matière de lutte contre le terrorisme sans revoir les traités. Au contraire, il serait sans doute nécessaire de les réviser et de préparer un nouveau traité dans ce domaine, mais nous pouvons le faire sans modifier nos traités européens et en renouvelant nos capacités de sécurité à l'extérieur. Avec le siège opérationnel, avec l'amélioration des groupes de combat, avec l'amélioration de la politique de recherche de l'UE – l'étude sur laquelle nous travaillons – et même avec le nouveau concept de groupes de combat, l'UE est prête pour cela.

Un leadership est nécessaire et j'espère qu'après la création du nouveau gouvernement de coalition en Allemagne, le pays sera aux côtés de la France pour piloter ce processus. J'espère qu'après le changement de gouvernement dans mon pays, la Pologne rejoindra ce peloton de tête, comme nous l'avons proposé dans la deuxième lettre de Weimar. J'ai été l'un des auteurs de cette lettre en 2010, qui proposait quelques-unes des solutions qui sont en train d'être intégrées aujourd'hui.

Aii ASLAN

Merci beaucoup, Bogdan, de nous avoir donné un point de vue de la Pologne, et d'avoir rappelé que plus de 80 % des citoyens polonais sont favorables à l'UE, un contraste saisissant avec le gouvernement actuel. Je vous remercie également d'avoir rappelé la nécessité d'une politique européenne de défense commune, aspect déjà évoqué par Richard et Elisabeth. Richard, je suis sûr que vous êtes très heureux d'entendre Bogdan dire que l'Europe n'est pas seulement prête à prendre en main sa propre sécurité, mais aussi qu'elle en a l'intention, et qu'elle ne se tourne plus vers Washington et les États-Unis pour assurer sa sécurité.